



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU COMITE SYNDICAL DU 22 SEPTEMBRE 2025

Délibération n° 2025CS033		Nombre de délégués :		Vote :	
		En exercice :	85	Majorité requise :	
Date de la convocation :		Quorum	43		30
12/09/2025		Présents	51	Pour	59
		Pouvoirs	9	Contre	0
Secrétaire de séance (art. L2121-15 CGCT) : M. Jean-Manuel GARRIDO		Votants	60	Abstentions	1

Le lundi 22 septembre 2025 à dix sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du syndicat, 80, avenue de la République à L'ARRENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le président du syndicat conformément au code général des collectivités territoriales (article L.5211-8), sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du syndicat.

Conformément aux statuts du syndicat et aux dispositions du règlement intérieur, participent à la présente délibération les délégués suivants :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent (x), suppléant	Pouvoir	Suppléant
BETTING Dominique	LES ASSIONS			
CONSTANT Bernard	BALAZUC	X		
FERRIER Dominique (M.)	BANNE	X		
BADAROUX LAFFONT Julie	BEAULIEU			
BALMELLE Robert	BERRIAS ET CASTELJAU	X		
AMIEL Alexandra	CHANDOLAS			
FERRIER Alain	CHASSIERS	X		
KOB Wilfrid	CHASSIERS			
PERRET Hervé	CHAUZON	X		
LINAIS Julien	CHAZEAUX			
BUERNE Michel	FABRAS	X		
DASCHL Fern	FAUGERES	X		
BARBIC Daniel	GROSPIERRES			
LE SAUD Jean-Marc	JOANNAS			
CHASTAGNIER Genevieve	JOYEUSE	X		ODES Clément
CHASTAGNIER Brigitte	JOYEUSE		CHASTAGNIER Genevieve	
CHATELIER Patrice	LABEAUME		YBOU Christophe	
CHATELIER Jean-Yves	LABEGRUDE	X		
CHATELIER Yvel	LABEGRUDE	X		
GENEST Sandrine	LACHAPELLE SIS AUBENAS			
LEVADE Thierry	LACHAPELLE SIS AUBENAS	X		
CHATELIER Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	X		
DESSAUN Stéphanie	LALEVADE D'ARDECHE			PIALON Dominique
CHATELIER Nadia	LARGENTIERRE			
CHATELIER Idem	LARGENTIERRE	X		
DE ROUILLE François	LAURAC EN VIVARAIS			
DE ROUILLE François	LAURAC EN VIVARAIS	X		

HOURS André	MALBOSC		X	
HUIN Marc	MEYRAS			PASCAL Jean
KRASOLSKY Bruno	MONTREAL		X	
VEYRENC Yves	PONT DE LABEAUME			
RIEU Yves	PRADONS			
BONNAUD Jean-Claude	PRUNET			BOYER Joel
AUDIBERT François	RIBES			
IMBERT Guy	ROCHER		X	
GARINO Jean-Michel	ROCHES		X	
GEORGES Nathalie	ROSIERES		X	
SALEL Mathieu	ROSTIERES		X	
CLEMENT Guy	RUOMS			
TOURRE Thierry	RUOMS			
BESANCENOT Thierry	RUOMS		X	
LUCENAY Jean-Claude	ST ALBAN AURIOLLES		X	
PHILIPPEAU Patrick	ST ALBAN AURIOLLES			
MARJON David	ST ANDEOL DE VALS			
GARRIDO Jean-Manuel	ST ANDRE DE CRUIZIERES		X	
LLORCA Patricia	ST JULIEN DU SERRE			ARCHIMBAUD Patrick
MINOULAT-REY Claude	ST PIERRE DE COLOMBIER		X	
MERINE Philippe	ST PRIVAT		X	
ROURISSOL Denis	ST SAUVEUR DE CRUIZIERES			GARRIDO Jean-Manuel
MOLLARD David	SAMPEZON		X	
MAISES Annette	SANILHAC		X	
DEGUILHEM Arnaud	TAURIERS		X	
BANCHET Marie-Claire	UCHEL		X	
GANDON Christian	UCHEL		X	
BOYER Joel	UCHEL		X	
GAUFRET Hervé	UZER		X	
PERNIER Bernard	VALS-LES-BAINS		X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS		X	
LACROTTE Robert	VALS-LES-BAINS		X	
EL FARKH Marie	VERNON		X	
CHÉDAT Simon	VINEZAC		X	
GRASSET Guillaume	VINEZAC		X	
HOSSIN Odile	VINEZAC		X	
CHASTAGNIER Geneviève	CDC Pays Beaune-Drobie		X	CHASTAGNIER Geneviève
AUDIBERT François	CDC Pays Beaune-Drobie			
GARCIA Denise	CDC GORGES DE L'ARDECHE			
CIÉMENT Nicolas	CDC GORGES DE L'ARDECHE			
GARRIDO Jean-Manuel	CDC Pays des Vans en Cévennes		X	
BALMELLE Robert	CDC Pays des Vans en Cévennes		X	
BOYER Joel	CDC BASSIN D'AUBENAS		X	
GRÖS Cyril	CDC BASSIN D'AUBENAS		X	
SCUREVRAND Jacky	AUBENAS		X	
GINEVRA Stéphane	CHIROLS		X	
MAISONNEUVE Patrick	PONS			
COROMINA Jean	VALLON PONT D'ARC		X	
GIMENEZ Jacques	VALLON PONT D'ARC		X	COROMINA Jean
DIVOL Max	VALLON PONT D'ARC			
MARRON Jacques	SIARP BARJAC		X	MARRON Jacques
UGHETTO René	SIARP BARJAC			
AGERON Claude	Syndicat Olivier de Serres		X	
BACCONNIER J-Claude	Syndicat Olivier de Serres		X	
FALLOT Joseph	Syndicat Olivier de Serres		X	
GLADIEUX J-Pierre	Syndicat Olivier de Serres			
CROS Michel	Syndicat Olivier de Serres			
DEVOS Benoît	SIAE ST ETIENNE ST SERVIN			

Objet : 2.3 Révision des statuts du Syndicat

*Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5212-6, L.5212-7, L.5212-7-1, L.5212-8 et L.5212-16 ;
Vu les statuts en vigueur du SEBA ;
Vu les circulaires des 2 octobre 1974 et 29 février 1988 ;
Vu le projet de statuts révisés ;*

Considérant que le SEBA, syndicat mixte fermé, fonctionne historiquement de façon dérogatoire aux règles édictées désormais à l'article L.5212-7 du code général des collectivités territoriales (CGCT), et ce conformément aux dispositions prévues à l'article L.5212-6 du même code par renvoi effectué à l'article L.5711-1 ; que la composition actuelle du comité syndical manque toutefois d'intelligibilité et de transparence au regard des annexes en vigueur ;

Considérant que les principales modifications apportées aux statuts en vigueur figurent aux articles 2, 7, 8 et 10 du projet soumis à l'approbation du comité syndical ;

Considérant qu'il y a lieu de sécuriser juridiquement et de simplifier la représentation des membres adhérents du syndicat par une révision des statuts intégrant le vote plural, et un mécanisme de tirage au sort pour l'attribution de voix supplémentaires lorsque cela est rendu nécessaire ;

Considérant ainsi l'intérêt fonctionnel de mettre en place un vote plural au sein du SEBA, tenant compte des compétences, de la population et des débits souscrits, et reflétant la diversité des situations de ses membres ;

Considérant que les dispositions relatives au vote plural attribuent des voix supplémentaires selon les critères statutaires, et que ces voix supplémentaires ne créent pas de sièges additionnels ; qu'en cas de discordance, le tableau annexé aux statuts fait foi ;

Considérant qu'en vertu de ces objectifs, chaque collectivité membre demeure représentée au comité syndical, le nombre de délégués et de voix étant fixé par les statuts révisés et par le tableau qui y restera annexé ;

Considérant que la révision des statuts porte également sur la désignation des membres du Bureau et du nombre de vice-présidents chargés d'assister le Président dans ses fonctions ;

Considérant notamment qu'en application des dispositions du code, la modification des statuts d'un syndicat mixte fermé doit être soumise à l'approbation des collectivités membres, qui disposent d'un délai légal de trois mois pour se prononcer par délibération ;

Considérant que le projet de statuts révisés a été dûment communiqué aux membres du comité syndical ;

Le Président propose ainsi au Comité syndical d'approuver le projet de statuts révisés du SEBA, et de solliciter le vote de ses collectivités membres dans le cadre de la procédure d'approbation, l'absence de réponse dans le délai imparti valant avis favorable.

Le COMITÉ SYNDICAL, à la majorité [abstention : Arnaud DEGUILHEM (Santhac)],

APPROUVE sans réserve le projet de statuts révisés du SEBA annexé à la présente délibération.

Les modifications des statuts portant notamment sur :
la mise en place d'un vote plural ; l'instauration, lorsque le nombre de voix excède le nombre de délégués, d'un tirage au sort des délégués détenteurs des voix supplémentaires, avec possibilité d'en préciser les modalités par règlement intérieur ou, à défaut, par simple délibération du comité syndical ; l'adjonction d'un tableau explicatif annexé aux statuts fixant, par collectivité ou ensemble de collectivités, et par compétences, la répartition des délégués et des voix, ce tableau prévalant en cas de contradiction ou d'omission avec les articles 7.1 à 7.5 des statuts ; les modalités de désignation des membres du bureau et des vice-présidents ;

Le Préfet, accusé de réception en préfecture
007-210700191-20251117-DEL2025-181-DE
Date de télétransmission : 17/11/2025
Date de réception préfecture : 17/11/2025

CHARGE le président à l'effet d'exécuter la présente délibération. Le président est autorisé à signer tous actes, documents et pièces, à engager la procédure de consultation des communes, à procéder aux transmissions aux instances préfectorales, et à publier la présente délibération selon les règles applicables ;

HABILITE ainsi le président à transmettre, sans délai, le projet de statuts révisés à chacune des collectivités membres pour approbation, en rappelant le délai légal de trois mois prévus par la loi. À l'issue de ce délai, il dressera le constat des délibérations reçues et en rendra compte au comité syndical ; les statuts révisés du SEBA n'entrent en vigueur qu'après accomplissement de l'ensemble des conditions légales susvisées, et après approbation par le représentant de l'État et accomplissement de toutes les formalités de publicité idoines.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le secrétaire,

Jean-Manuel GARRIDO



Le président

Jean PASCAL



STATUTS
DU SYNDICAT DES EAUX
DU BASSIN DE L'ARDECHE (SEBA)

ARTICLE 1 - CONSTITUTION, FORME, DENOMINATION

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux syndicats mixtes et notamment ses articles L. 5711-1, 5711-2 et 5711-3, le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, désigné sous l'acronyme « S.E.B.A. », syndicat mixte à la carte, fermé, créé par arrêté préfectoral en date du 9 décembre 1957, est constitué entre :

1 - Les 3 Syndicats Intercommunaux suivants :

- Le Syndicat mixte des eaux Gard-Ardèche, ex-Syndicat Intercommunal d'Adduction d'eau de Barjac,
- Le Syndicat mixte Olivier de Serres
- Le Syndicat intercommunal d'Assainissement et d'Eau de St Etienne-de-Foubellon et de Saint Semin,

2 - Les 4 Communautés de Communes suivantes :

- La Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas
- La Communauté de Communes des Gorges de l'Ardèche
- La Communauté de Communes du Pays Beaune Drobie
- La Communauté de Communes du Pays des Vans en Cévennes

3 - Les 50 Communes suivantes :

AUBENAS	LABEGUDE	SAMPZON
BALAZUC	LACHAPELLE-SOUS-AUBENAS	SANILHAC
BANNE	LALEVADE D'ARDECHE	ST ALBAN AURIOLLES
BEAULIEU	LARGENTIERE	ST ANDEOL DE VALS
BERRIAS & CASTELJAU	LAURAC EN VIVARAIS	ST ANDRE DE CRUZIERES
CHANDOLAS	LES ASSIONS	ST JULIEN DU SERRE
CHASSIERS	MAUBOSC	ST PIERRE DE COLOMBIER
CHAUZAC	MEYRAS	ST PRIVAT
CHAZARILHAC	MONTREAL	ST SAUVEUR DE CRUZIERES
CHIRAC DE	PONT DE LABEAUME	TAURIERS
FABRASSAT	PRADONS PRUNET	UCEL
FAUGON	RIBES	UZER
FONS	ROCHER	VALS LES BAINS
GROSDRIEU	ROCLES	VERNON
JOANNE	ROSIERES	VINEZAC
JOYEUX	RUOMS	VALLON PONT D'ARC
LABEYRAC		

Accusé de réception en préfecture
N° 210700491-1-17-DEL2025-181-DE
Date de transmission : 17/11/2025
Date de dépôt : 17/11/2025

ARTICLE 2 - COMPETENCES

Le Syndicat exerce quatre compétences facultatives à la carte :

2.1 Compétence 1 « Eau Potable – Distribution »

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public de distribution d'eau potable, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les collectivités dénommées « SEBA - Distribution d'eau potable aux usagers » et listées en annexe « SEBA - Distribution d'eau potable aux usagers - Etat des Communes ». Les collectivités qui adhèrent à la présente compétence 2.1 adhèrent de façon automatique et obligatoire à la compétence 2 « Eau potable – Production et fourniture en gros » au regard de la mobilisation des ressources destinées à les desservir.

2.2 Compétence 2 « Eau potable – Production et fourniture en gros »

Elle comprend la production et la fourniture en gros d'eau potable à partir de l'usine de Pont-de-Veyrières située à Meyras et de l'usine de Gerbail située à Grospièrres et comprend les équipements nécessaires à la garantie d'un niveau de service commun pour tous territoires et collectivités adhérents tels qu'ils figurent pour information en annexe « SEBA - Production et fourniture en gros d'eau potable », à savoir :

- Les unités de production précitées ;
- Le réseau ossature principal compris entre ces deux usines ainsi que celui allant vers le SIAE de Barjac, desservant Vallon-Pont-d'Arc au passage ;
- Les réseaux ossatures secondaires desservant le SIVOM Olivier de Serres à Lavilledieu, la Commune de Fons, ainsi que les territoires du « Bassin d'Aubenas » (en partie), du « Centre Tanargue », du « Sud Tanargue » et de « Saint-André de Cruziers », y compris les équipements associés ;
- Les réservoirs de l'usine de Pont-de-Veyrières (1 000 m³), de l'usine de Gerbail (50 m³), de Labégude (4 000 m³), des Bois à Ruoms (1 000 m³), de la Vierge de Chapias à Labeaume (490 m³) et des Divols à Beaulieu (300 m³) ;
- Le ou les postes de livraison affectés à chacune des collectivités souscriptrices, complétés si besoin par un poste de suppression situé immédiatement en aval, devant délivrer une pression suffisante pour la fourniture d'eau au premier stockage des collectivités ou territoires concernés, ce dernier devant être obligatoirement raccordé au poste de livraison et être équipé d'un dispositif de régulation aux frais des collectivités ou territoires bénéficiaires ;
- Ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

La délimitation géographique de cette compétence et ses équipements liés sont présentés dans le schéma joint en annexe 1 des présents statuts.

Cette compétence est exercée pour :

- Les communes adhérentes à la compétence 1 « Eau Potable – Distribution », lesquelles sont ensemble dénommées « SEBA – Distribution d'eau potable aux usagers » ;
- Les 3 syndicats intercommunaux (Syndicat mixte des eaux Gard-Ardèche, Syndicat mixte Olivier de Serres et Syndicat intercommunal d'Assainissement et d'Eau de St Etienne-de-Fortbellon et de Saint-Sernin) et les 4 Communes (Aubenas, Chirouls, Fons et Vallon Pont d'Arc), lesquels sont ensemble dénommés « SEBA – Production et fourniture en gros d'eau potable sans distribution ».

Ces deux ensembles forment le « SEBA - Production et fourniture en gros d'eau potable », ainsi que présenté en annexe « SEBA - Production et fourniture en gros d'eau potable - Etat des Communes et Territoires ».

La capacité nominale de production de ces deux usines est de 350 l/s, délivrée en mètre-cube/jour sur la base de 30 240 m³/j et est répartie entre les différentes collectivités adhérentes du « SEBA Eau » selon les conditions arrêtées en annexe « SEBA Production et fourniture en gros d'eau potable - Etat des débits souscrits ».

2.3 Compétence 3 : Assainissement collectif

Elle comprend les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement collectif des effluents domestiques, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières notamment pouvant se rattacher à cette compétence et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée :

- Sur demande pour les collectivités du « SEBA - Distribution d'eau potable aux usagers »
- Pour les E.P.C.I. à fiscalité propre ayant pris la compétence de l'assainissement collectif dans le cadre de la représentation-substitution, et représentant les Communes précédemment adhérentes à cette compétence
- Pour toute collectivité souhaitant adhérer à cette compétence.

L'ensemble des collectivités adhérentes à cette compétence est dénommé « SEBA - Assainissement collectif » ; elles sont listées en annexe « SEBA - Assainissement collectif - Etat des communes ».

2.4 Compétence 4 : Assainissement non collectif

Elle comprend les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement non collectif, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières notamment pouvant se rattacher à cette compétence et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée :

- Sur demande pour les collectivités du « SEBA - Distribution d'eau potable aux usagers »
- Pour les E.P.C.I. à fiscalité propre ayant pris la compétence de l'assainissement non collectif dans le cadre de la représentation-substitution, et représentant les Communes précédemment adhérentes à cette compétence
- Pour toute collectivité souhaitant adhérer à cette compétence.

L'ensemble des collectivités adhérentes à cette compétence est dénommé « SEBA - Assainissement non collectif » ; elles sont listées en annexe « SEBA - Assainissement non collectif - Etat des communes ».

ARTICLE 3 – SIEGE

Le siège du Syndicat est fixé à « la Sigalière », 80 avenue de la République, 07110 LA RGENTIERE.

ARTICLE 4 – DUREE

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 - GESTION COMPTABLE

Les fonctions de Receveur du Syndicat sont exercées par le Trésorier désigné par le représentant de l'Etat.

Quel que soit le mode d'exploitation des services publics d'eau potable et d'assainissement, les investissements demeurent sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat.

Par ailleurs, le Syndicat est soumis aux dispositions de l'article L2221-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, étant constitué exclusivement en vue de l'exploitation de services publics industriels et commerciaux. Les communes, en approuvant la modification de l'acte institutif ou modificatif du Syndicat, ont demandé à ce que l'administration du Syndicat se confonde avec celle de la région. En application de ces dispositions légales, le Comité syndical est l'organe compétent pour prendre notamment les décisions relatives à la détermination de sa composition et du fonctionnement du Syndicat, à l'approbation, la création et à la suppression des budgets et en qualité d'employeur. Le Comité Syndical peut préciser l'étendue de ses attributions de l'approbation ou la modification du Règlement Intérieur annexé aux statuts, conformément à l'article 10 des présents statuts.

ARTICLE 6 - RECETTES DU SYNDICAT

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, les recettes du Syndicat comprennent :

- 1) Le produit des taxes, redevances, contributions correspondant aux services assurés et notamment de toutes redevances perçues sur les usagers des compétences 1, 3 et 4 visées aux articles 2.1, 2.3 et 2.4, ainsi que les transferts de charges correspondants.

Pour ces mêmes collectivités, le Syndicat assurant l'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial, la prise en charge par les collectivités adhérentes de dépenses au titre de ces services publics est interdite conformément au Code Général

des Collectivités Territoriales, sauf exceptions encadrées par ledit Code, par le Code de l'Urbanisme et/ou par la jurisprudence administrative.

Le S.E.B.A. ayant seule compétence pour intervenir sur les réseaux de distribution d'eau potable des collectivités adhérentes, les travaux de raccordement des installations intéressant la défense contre l'incendie sont autorisés par le Syndicat à la demande des collectivités compétentes.

2) Les contributions des collectivités adhérentes au prorata des débits souscrits tels que mentionnés à la compétence 2 visée à l'article 2.2, selon les modalités suivantes :

a) Pour les collectivités énumérées à l'article 2.2 des présents statuts ayant souscrit à la seule compétence « Eau potable - Production et fourniture en gros » et pour assurer l'équilibre économique du financement et de la gestion des équipements généraux, les contributions des collectivités souscrites sont fixées par délibération du Comité Syndical au prorata des débits souscrits en annexe « SEBA Production et fourniture en gros d'eau potable - Etat des débits souscrits » et sont déterminées, quel que soit le mode de gestion, de la manière suivante :

- Une part fixe annuelle, proportionnelle au débit souscrit en l/s, permettant d'assurer le financement des investissements ; s'ajoute, à cette part fixe, le cas échéant, une part forfaitaire annuelle, calculée sur la base du débit souscrit en l/s, correspondant à l'obligation de l'atteinte d'une consommation minimale annuelle, visant à garantir le financement des charges fixes d'exploitation ;
- Une part variable annuelle, liée au volume fourni, permettant d'assurer le financement des charges variables d'exploitation.

La tarification des parts fixes et variables est fixée annuellement par le Comité Syndical.

En cas de demande de souscriptions nouvelles ou complémentaires, les mêmes dispositions s'appliqueront.

b) Pour l'ensemble des collectivités adhérentes et dès lors qu'il sera observé des dépassements journaliers récurrents (plus de 10 jours par an), la collectivité souscrite est tenue de souscrire un débit supérieur ; à défaut le respect du débit nominal souscrit sera imposé par bridage des volumes délivrés.

Tant que la totalité de la souscription totale des 350 l/s n'est pas atteinte, les collectivités souscrites ne peuvent pas demander une modification à la baisse des litres/seconde qu'elles souscrivent tels qu'indiqués dans l'annexe « SEBA Production et fourniture en gros d'eau potable - Etat des débits souscrits ».

3) Les revenus des biens meubles et immeubles du Syndicat.

4) Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations ou des particuliers en échange de services rendus.

5) Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département ou de tous autres organismes.

6) Le produit des dons et legs.

7) Le produit des emprunts.

ARTICLE 7 – COMPOSITION DU COMITE SYNDICAL

Les articles 7.1. à 7.4. ci-après présentent les modalités de calcul du nombre de délégués et du nombre de voix attribués à chaque collectivité, en fonction des compétences auxquelles elles adhèrent. Un tableau de synthèse des informations est présenté en annexe 2 du présent document.

7.1 Collectivités qui adhèrent à la compétence « Eau potable – Distribution » visée à l'article 2.1 des présents statuts

7.1.1. Nombre de délégués par commune adhérente

Chaque commune membre est représentée par un nombre de délégués fixé en fonction de la population définie au point 7.5 du présent article, sur la base d'un délégué par tranche entamée de 1000 habitants.

Les communes dont la population est inférieure à 1000 habitants sont représentées par un délégué.

Par exemple, la représentation s'établit ainsi de la manière suivante :

- Commune de 1.000 habitants et moins : 1 délégué
- Commune de 3.001 à 4.000 habitants : 4 délégués

7.1.2. Nombre de délégués par E.P.C.I. adhérent

Chaque E.P.C.I. membre (communautés de communes, syndicat à vocation unique ou syndicat mixte) est représenté par un nombre de délégués fixé en fonction de la population définie au point 7.5 du présent article, sur la base d'un délégué par tranche entamée de 1000 habitants par commune adhérente à l'E.P.C.I.

Par exemple, la représentation s'établit ainsi de la manière suivante :

- 1 délégué par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence « eau potable distribution » par celui-ci, dont la population totale est inférieure ou égale à 1.000 habitants ;
- 4 délégués par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence « eau potable distribution » par celui-ci, dont la population totale est supérieure à 3.001 habitants et inférieure ou égale à 4.000 habitants ;

7.2 Collectivités qui adhèrent à la compétence « Eau potable – Production et fourniture en gros » visée à l'article 2.2 des présents statuts

Chaque Collectivité membre est représentée par un nombre de délégués fixé en fonction du débit souscrit, à l'exception du « SEBA – Distribution d'eau potable aux usagers », sur la base d'un délégué par tranche entamée de 10 litres/seconde.

Les collectivités ayant souscrit pour un débit inférieur ou égal à 10 litres/seconde sont représentées par un délégué.

En ce qui concerne les délégués de l'ensemble « SEBA – Distribution d'eau potable aux usagers », un vote plural est instauré. Le « SEBA – Distribution d'eau potable aux usagers » bénéficie d'une voix tous les 10 litres/seconde, sans désignation de délégués supplémentaires.

Les délégués détenteurs des voix supplémentaires en vertu de la compétence 2.2 sont désignés par tirage au sort parmi les délégués désignés pour la compétence visée à l'article 2.1 des statuts. Les modalités de tirage au sort peuvent être fixées par le règlement intérieur du SEBA, ou à défaut par simple délibération du Comité syndical.

Les délégués tirés au sort disposent, lors des votes du comité syndical, d'une voix supplémentaire au titre de la compétence « Eau potable – Production et fourniture en gros ».

7.3 Collectivités qui adhèrent à la compétence « Assainissement collectif » à l'article 2.3 des présents statuts

7.3.1. Nombre de délégués par commune adhérente

Chaque commune membre est représentée par un nombre de délégués fixé en fonction de la population définie au 7.5 du présent article, sur la base d'un délégué par tranche entamée de 2000 habitants.

Les communes dont la population est inférieure à 2000 habitants sont représentées par un délégué.

Par exemple, la représentation s'établit ainsi de la manière suivante :

- Commune de 2000 habitants et moins : 1 délégué
- Commune de 2001 à 4000 habitants : 2 délégués
- Commune de 4001 à 8000 habitants : 4 délégués

Toutefois, si une commune est déjà adhérente au titre de la compétence « Eau potable – Distribution » visée à l'article 2.1 des présents statuts, elles ne désignent pas de délégué supplémentaire. Un vote plural est instauré ; Si le nombre de voix relatif à la compétence 2.3 est inférieur au nombre de délégués représentant la commune, un tirage au sort est mis en œuvre pour déterminer le ou les délégué(s) détenteur(s) de la (ou des) voix supplémentaire(s). Les modalités de tirage au sort peuvent être fixées par le règlement intérieur du SEBA, ou à défaut par simple délibération du Comité syndical.

7.3.2. Nombre de délégués par E.P.C.I. adhérent

Chaque E.P.C.I. (communautés de communes, syndicat à vocation unique ou syndicat mixte) membre est représenté par un nombre de délégués fixé en fonction de la population définie au 7.5 du présent article, sur la base d'un délégué par tranche entamée de 2000 habitants par commune adhérente à l'E.P.C.I.

Par exemple, la représentation s'établit ainsi de la manière suivante :

- 1 délégué par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence « assainissement collectif » par celui-ci, dont la population totale est inférieure ou égale à 2000 habitants ;
- 2 délégués par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence « assainissement collectif » par celui-ci, dont la population totale est supérieure à 2001 habitants et inférieure ou égale à 4000 habitants ;
- 4 délégués par commune adhérente à l'E.P.C.I. et représentée dans la compétence « assainissement collectif » par celui-ci, dont la population totale est supérieure à 6001 habitants et inférieure ou égale à 8000 habitants ;

7.4 Collectivités qui adhèrent à la compétence « Assainissement non collectif » à l'article 2.4 des présents statuts

7.4.1. Nombre de délégués par commune adhérente

Chaque commune membre est représentée par un nombre de délégués fixé en fonction de la population définie au 7.5 du présent article, sur la base d'un délégué par tranche entamée de 5000 habitants.

Les communes dont la population est inférieure à 5000 habitants sont représentées par un délégué.

Par exemple, la représentation s'établit ainsi de la manière suivante :

- Commune de 5 000 habitants et moins : 1 délégué
- Commune de 5 001 à 10 000 habitants : 2 délégués

Lorsque ces communes sont déjà adhérentes au titre des compétences « Eau potable – Distribution » et/ou « Assainissement collectif » visée aux articles 2.1 et 2.3. des présents statuts, elles ne désignent pas de délégué supplémentaire. Un vote plural est instauré ; Si le nombre de voix relatif à la compétence 2.4. est inférieur au nombre de délégués représentant la commune, un tirage au sort est mis en œuvre pour déterminer le (ou les) délégué(s) détenteur(s) de la (ou des) voix supplémentaire(s). Les modalités de tirage au sort peuvent être fixées par le règlement intérieur du SEBA, ou à défaut par simple délibération du Comité syndical.

7.4.2. Chaque E.P.C.I. sera représenté par :

Chaque E.P.C.I. membre (communauté de communes, syndicat à vocation unique ou syndicat mixte) est représenté par un nombre de délégués fixé en fonction de la population définie au 7.5 du présent article, sur la base d'un délégué par tranche entamée de 5000 habitants.

Par exemple, la représentation s'établit ainsi de la manière suivante :

- 1 délégué par E.P.C.I. pour la compétence « assainissement non collectif », dont la population totale est inférieure ou égale à 5 000 habitants ;
- 2 délégués par E.P.C.I. pour la compétence « assainissement non collectif », dont la population totale est supérieure à 5 001 habitants et inférieure ou égale à 10 000 habitants ;
- 3 délégués par E.P.C.I. pour la compétence « assainissement non collectif », dont la population totale est supérieure à 10 001 habitants et inférieure ou égale à 15 000 habitants ;
- 4 délégués par E.P.C.I. pour la compétence « assainissement non collectif », dont la population totale est supérieure à 15 001 habitants et inférieure ou égale à 20 000 habitants ;

7.5 Population prise en compte

La population prise en compte est la population totale (au sens du décret 2003-485) en vigueur à la date d'adhésion de la collectivité. Les évolutions de population ne seront pas prises en compte jusqu'au prochain renouvellement général. Toutefois, les modifications de périmètres des E.P.C.I. engendrant une évolution de population seront prises en compte immédiatement pour le décompte des délégués.

Pour permettre d'assurer la représentation permanente de chaque collectivité adhérente, les collectivités désignent autant de délégués suppléants que de délégués titulaires. En cas d'empêchement du délégué titulaire et d'absence du suppléant, le titulaire peut donner procuration à un autre membre titulaire du Comité Syndical.

ARTICLE 8 - FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL

8.1 Conditions de vote

L'ensemble des votes sera réalisé par vote électronique, avec respect du secret pour les décisions prévues ainsi par la loi.

8.2 Modalité d'élection du Président

Le Président est élu lors du premier Comité Syndical, par les délégués désignés par les communes et les EPCI membres. Pour cette élection, chaque délégué dispose d'une voix. C'est le seul vote qui se déroule dans ces conditions, les autres modalités étant définies aux sous-articles suivants.

8.3 Modalités de vote du Comité Syndical (hors élection du Président)

Tout délégué dispose d'une voix, sauf application des dispositions particulières relatives au vote plural telles qu'elles sont fixées par les présents statuts.

Tous les délégués prennent part au vote des questions telles qu'énumérées à l'article L.5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour les autres questions, les délégués prennent part au vote des questions intéressant la ou les compétences transférées par leur Collectivité.

Un tableau annexé aux présents statuts détermine la répartition exacte des délégués et des voix détenus par chaque collectivité, ou ensemble de collectivités, au regard des quatre compétences exercées. En cas de contradiction et/ou d'omission éventuelle par rapport aux dispositions des points 7.1 à 7.5 des statuts, la répartition des voix et des délégués, telle que fixée par le tableau, prévaut.

Depuis la décision institutive du syndicat en 1957, il est rappelé qu'il a été dérogé aux règles du code des communes et désormais aux règles de l'article L.5212-7 du code général des collectivités territoriales, comme le permet l'article L.5212-6 du même code en ce qui concerne le vote plural et la représentation des collectivités adhérentes du syndicat.

8.4 Election du Bureau Syndical

Le Comité Syndical élit en son sein un Bureau Syndical, composé de 15 à 20 représentants maximum désignés parmi les membres titulaires du Comité Syndical, auquel peut être délégué par délibération du Comité Syndical tous types d'attributions, sauf celles obligatoirement réservées au Comité Syndical en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président du Comité Syndical est également le Président du Bureau Syndical pour la durée du mandat.

8.5 Désignation des Vice-Présidents

Le nombre de Vice-Présidents est fixé à 6 au maximum. Ils sont désignés parmi les membres du Bureau Syndical, suivant délibération approuvée par le Bureau. Les Vice-Présidents assistent le Président dans leurs fonctions respectives, telles que déterminées par arrêté du Président. Le Président et les Vice-Présidents constituent le collège exécutif du Syndicat, ledit collège pouvant recevoir sur simple demande du Président pour analyser et régler toute question relative à la gestion et à l'administration du Syndicat.

ARTICLE 9 - ACTIVITES COMPLEMENTAIRES DU SYNDICAT

Le Syndicat peut exercer les activités qui présentent le caractère normal et nécessaire de ses compétences. Le Syndicat ou l'un des établissements qui lui est rattaché, est autorisé à réaliser, au profit de ses adhérents ainsi que des collectivités territoriales, groupements de collectivités, établissements publics et autres pouvoirs adjudicateurs, ou entités adjudicatrices, des missions de coopération se rattachant à ses compétences ou dans leur prolongement. Ces interventions sont effectuées suivant les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur et, en particulier, celles définies aux articles L.5211-1, L.5211-1-1, L.5211-9 et L.5221-1 du code général des collectivités territoriales. Le Syndicat ou l'un des établissements publics qui lui est rattaché, a aussi la possibilité de conclure avec des tiers toute convention de prestation de service, de maîtrise d'œuvre ou de maîtrise d'ouvrage. Le Syndicat peut assister la mission de coordination de groupement de commandes dans les conditions prévues par la réglementation de la commande publique, pour toute catégorie d'achat dans des domaines se rattachant à son objet.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

10.1 Autres règles de fonctionnement

Les règles de fonctionnement du Syndicat, non spécifiées ci-dessus, sont celles prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales et/ou par le Règlement Intérieur du Syndicat.

10.2 Commission consultative des services publics locaux

Conformément à l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et sous réserve des conditions exprimées par cet article, il est créé une Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics syndicaux par la voix des associations représentatives.

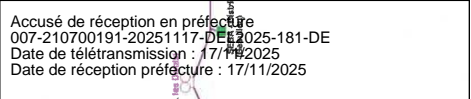
10.3 Modalités de révision des annexes aux statuts

Les annexes aux présents statuts ne peuvent être modifiées par délibération du Comité syndical qu'à l'expiration d'un délai de six années à compter de la date de la dernière révision des statuts, hors modification statutaire nécessitée par l'intégration d'une nouvelle collectivité.

Les annexes aux statuts sont les suivantes :

- Annexe 1 : Délimitation géographique et équipements liés à la compétence 2 « Eau potable – Production et fourniture en gros »
- Annexe 2 : Tableau récapitulatif de la composition du comité syndical et des droits de vote

Délimitation géographique et équipements liés à la compétence 2 « Eau potable – Production et fourniture en gros »



Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20251117-DEL2025-181-DE
Date de télétransmission : 17/11/2025
Date de réception préfecture : 17/11/2025

Annexe 2 : Tableau récapitulatif de la composition du comité syndical et des droits de vote

Groupe	Collectivité	Population 2025	Compétence 1 AEP Distribution Nombre de délégués	Compétence 1 AEP Distribution Nombre de voix	Compétence 2 AEP Production Nombre de délégués	Volume souscrit en l/s	Compétence 2 AEP Production Nombre de voix	Compétence 3 Asst collectif Nombre de délégués	Compétence 3 Asst collectif Nombre de voix	Compétence 4 Asst non collectif Nombre de délégués	Compétence 4 Asst non collectif Nombre de voix	TOTAL DÉLÉGUÉS	TOTAL VOIX (groupe)
SEBA distribution	Balazuc	393	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Banne	671	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Beaulieu	545	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Berrias-et-Casteljaloux	794	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Chandolas	552	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Chassiers	1032	2	2				-	1	1	2	2	
SEBA distribution	Chauzon	439	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Chazeaux	136	1	1				-	1	1	1	1	
SEBA distribution	Fabras	466	1	1				-	1	1	1	1	
SEBA distribution	Faugères	114	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Grospierrès	943	1	1				-	-	-	-	1	
SEBA distribution	Joannas	322	1	1				-	1	1	1	1	
SEBA distribution	Joazeuse	1791	2	2				-	1	-	-	2	
SEBA distribution	Labeaume	695	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Labégude	1392	2	2				-	1	1	2	2	
SEBA distribution	Lachapelle-sous-Aubenas	1872	2	2				-	1	-	-	2	
SEBA distribution	Lalevade-d'Ardèche	1165	2	2				-	1	1	1	2	
SEBA distribution	Largentièrre	1552	2	2				-	1	-	-	2	
SEBA distribution	Laurac-en-Vivaraïs	1070	2	2				-	1	-	-	2	
SEBA distribution	Les Assions	781	1	1				-	-	-	-	1	
SEBA distribution	Malbosq	150	1	1				-	-	-	-	1	
SEBA distribution	Meyras	927	1	1				-	1	1	1	1	
SEBA distribution	Montréal	579	1	1			202	-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Pont-de-Labeaume	579	1	1				-	1	1	1	1	
SEBA distribution	Pradons	547	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Prunet	135	1	1				-	1	1	1	1	
SEBA distribution	Ribes	335	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Rocher	298	1	1				-	1	1	1	1	
SEBA distribution	Rocles	267	1	1				-	-	-	-	1	
SEBA distribution	Rosières	1330	2	2				-	1	-	-	2	
SEBA distribution	Ruoms	2305	3	3				-	2	-	-	3	
SEBA distribution	Sampzon	250	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Sanilhac	451	1	1				-	1	1	1	1	
SEBA distribution	Saint-Alban-Aurillies	1115	2	2				-	1	-	-	2	
SEBA distribution	Saint-Andéol-de-Vals	538	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Saint-André-de-Cruzières	478	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Saint-Julien-du-Serre	899	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Saint-Pierre-de-Colombier	488	1	1				-	-	-	-	1	
SEBA distribution	Saint-Privat	1718	2	2				-	1	1	2	2	
SEBA distribution	Tauriers	204	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Ucel	2072	3	3				-	2	-	-	3	
SEBA distribution	Uzer	433	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Vals-les-Bains	3530	4	4				-	2	1	1	4	
SEBA distribution	Vernon	230	1	1				-	1	-	-	1	
SEBA distribution	Vinezac	1421	2	2				-	1	-	-	2	
SEBA distribution	SOUS-TOTAL SEBA distribution	38004	63	63	0	0	21	0	43	0	15	63	142
Syndicat Mixte Olivier de Serres	NC	NC	-	-	4	35	4	-	-	-	-	4	4
Vallon Pont d'Arc	NC	2509	-	-	3	28	3	-	-	-	-	3	3
Syndicat des Eaux Gard-Ardèche	NC	NC	-	-	3	24	3	-	-	-	-	3	3
SIAE Saint Etienne/Saint Sernin	NC	NC	-	-	1	3	1	-	-	-	-	1	1
Chirols	273	273	-	-	1	1	1	-	-	-	-	1	1
Fons	326	326	-	-	1	1	1	-	-	-	-	1	1
Aubenas	13242	13242	-	-	1	1	1	-	-	-	-	1	1
CC Bassin d'Aubenas	20773	20773	-	-	-	NC	-	-	-	-	5	5	5
CC Pays des Vans en Cévennes	1694	1694	-	-	-	NC	-	-	-	1	1	1	1
CC Pays Beaugme-Drobie	2561	2561	-	-	-	NC	-	-	-	1	1	1	1
CC Gorges de l'Ardèche	15978	15978	-	-	-	NC	-	-	-	4	4	4	4
Saint Sauveur-de-Cruzières	579	579	-	-	-	NC	-	-	-	1	1	1	1
SOUS-TOTAL Hors SEBA distribution	-	-	-	-	14	-	14	-	-	12	12	26	26
TOTAL GÉNÉRAL SEBA												89	168